



Togo-USA : vérités et contre-vérités diplomatiques

5 septembre 2011 <http://www.anctogo.com/togo-usa-verites-et-contre-verites-diplomatiques-4800?lang=fr>



Le site internet WikiLeaks, spécialisé dans la révélation de documents secrets, vient de dévoiler des câbles diplomatiques de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Lomé http://www.wikileaks.org/origin/109_1.html .

Ces câbles révèlent au grand jour quelques vérités et contre-vérités sur la situation politique au Togo et les relations de l'ambassade avec les principaux acteurs de la vie politique.

On y note de la manipulation et une certaine connivence entre les diplomates américains et le pouvoir Togolais, services rendus et échanges de bons procédés.

Ainsi, les câbles montrent que l'ambassade était informée en premier lieu des rumeurs de coup d'état de Kpatcha Gnassingbé et qu'il a été arrêté dans l'enceinte même de l'ambassade des USA.

Les câbles rapportent également que l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo, Madame Patricia Hawkins avait demandé à Faure Gnassingbé de faire arrêter le député togolais Minsoabe Barnabo pour trafic de drogue et le questionner sur la participation de certains membres de la famille Gnassingbé. Faure Gnassingbé aurait reconnu à demi-mots l'implication d'un frère, sans le nommer. Cette implication dans le trafic de drogue est confirmée par les câbles de l'Ambassade des Etats-Unis à Accra dans lesquels on peut lire que le Togo devient de plus en plus une plaque tournante du trafic de drogue avec des personnalités importantes du régime.

L'ex Président du Ghana John Atta Mills dira de Faure Gnassingbé que sa volonté de maintenir la paix semble sincère mais qu'il a besoin de soutien moral et d'encouragement.

Les rencontres de l'ambassadeur des USA avec les responsables du régime RPT seraient une démarche pour positionner Faure Gnassingbé à l'internationale comme le meilleur homme pour le bien-être du pays, l'arbitre qui veut réformer le RPT et raisonner l'opposition afin de rapprocher les deux extrêmes : le RPT ultra conservateur et l'UFC l'ultra radical.

Aussi, l'emprise grandissante des autorités américaines sur le Togo est mise à jour à travers des câbles qui révèlent que l'ambassade américaine donne régulièrement au Togo des consignes de vote aux Nations Unies sur différents dossiers internationaux comme le terrorisme.

Les autres acteurs de la vie politique togolaise ne sont pas épargnés dans ces câbles. Les rencontres avec l'ex Premier Ministre et ex Président du CAR, Yaovi Agboyibo sont relatées en le présentant déjà en 2006 comme un homme fatigué et qui a derrière lui ses meilleures années de politicien. Avant même son accession à la primature, les américains doutaient que ce soit le meilleur homme pour prendre la tête

d'un gouvernement d'union, et selon les transcriptions des conversations, Agboyibo comptait et jouait sur les tensions entre le RPT et l'UFC pour se positionner comme le candidat de compromis. Concernant l'UFC, les documents révèlent que les américains observaient déjà dès 2008 un conflit au sein de l'UFC où ils notent un problème de démocratie interne et spéculaient sur une probable prise de contrôle du parti par le Vice Président Patrick Lawson ou par « le plus dynamique » Secrétaire Générale Jean-Pierre Fabre, en lieu et place de Gilchrist Olympio. Les américains notent également la victimisation excessive du parti, car Gilchrist Olympio se présente sans cesse comme la seule victime du pouvoir. En 2009, il est présenté comme un fatigué, distrait et évasif qui a tendance à ne se préoccuper que de choses périphériques au détriment des problèmes de la politique togolaise. Les américains doutent qu'il puisse encore incarner l'homme qu'il faut pour mener le processus de changement (requis) au Togo.

Quelques morceaux choisis traduits en Français:

2009-04-15 à propos de l'arrestation de Kpatcha Gnassingbé pour tentative d'atteinte à la sureté de l'état: il n'a pas été arrêté devant l'ambassade mais bien à l'intérieur

<http://www.wikileaks.org/cable/2009/04/09LOME120.html>

Résumé

Peu avant 05h00, le mercredi 15 avril, Kpatcha Gnassingbé, ancien ministre de la Défense et demi-frère du président Faure, est arrivé à l'ambassade américaine de Lomé cherchant asile pour éviter son arrestation dans le cadre d'investigations pour un coup d'état. Surpris, le garde local l'a autorisé à accéder au poste de Contrôle d'Accès (CAC), où il est resté plus de deux heures. A 07h20, une petite équipe de la gendarmerie a été autorisée à entrer dans le CAC pour escorter Kpatcha Gnassingbé dans un véhicule qui attendait. **Fin de résumé**

Lorsque Kpatcha est arrivé à l'ambassade, les gardes locaux lui ont permis d'accéder uniquement au principal CAC. Environ 20 minutes après son arrivée, une équipe de gendarmerie est arrivée et s'est garée en face de l'entrée principale de l'ambassade. Ils sont restés tranquillement, de l'autre côté de leur véhicule, et n'ont pas essayé d'entrer dans le CAC. Kpatcha a demandé asile contre son arrestation. Il a demandé à quitter le CAC mais cela lui a été refusé. L'ambassadrice a parlé avec lui au téléphone et lui a demandé de quitter les lieux. Elle lui a expliqué que le gouvernement américain (USG) observe les lois du Togo et qu'il doit se conformer aux termes du mandat d'arrêt. Elle a en outre expliqué que l'Ambassade ferait tout son possible pour s'assurer qu'il soit traité équitablement dans le processus judiciaire. Kpatcha a répondu qu'il craignait d'être tué s'il quittait le CAC et a refusé de le faire.

Le chef de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Yark, est arrivé à l'ambassade. L'officier régional de sécurité (RSO) lui a demandé, ainsi qu'au ministre de la Sécurité Titikpina, copie du mandat d'arrêt. Le ministre et l'officier de gendarmerie l'ont assuré qu'une copie était en route. Après avoir vérifié que Kpatcha n'était pas armé, et que le garde local était en sécurité et hors du chemin, le RSO a négocié avec succès avec Yark pour qu'une petite équipe d'arrestation soit autorisée à entrer dans le CAC avec lui pour escorter Kpatcha en dehors des lieux. Kpatcha est allé avec eux tranquillement, emmené dans un véhicule en attente, et le contingent de la gendarmerie a quitté le territoire de l'ambassade.

Commentaire

Le poste a été en contact avec le Centre d'Opération durant tout l'événement. Les employés de l'Ambassade ont été directement contactés et ont été exhortés à rester à la maison jusqu'à nouvel ordre. L'Ambassade est maintenant ouverte. Toutefois, les rumeurs volent rapidement et furieusement, et l'incident a déjà été l'objet d'un appel de Radio France Internationale. Nous avons préparé un point de presse et l'avons envoyé pour approbation. Fin de commentaire

2009-04-13 à propos de la tentative de coup d'état de Kpatcha Gnassingbé ; les USA ont été informé avant même l'intervention.

<http://www.wikileaks.org/cable/2009/04/09LOME115.html>

Résumé

A 22h00, le dimanche 12 avril, des forces militaires ont pris d'assaut la maison de l'ancien ministre de la Défense et demi-frère du Président Faure, Kpatcha Gnassingbé. Les premières informations sont que Faure a ordonné cette action pour contrecarrer une tentative de coup d'Etat prévu pour les prochains jours. Faure avait planifié un voyage en Chine, mais il semble avoir annulé le voyage. Fin de résumé

A 23h00, le dimanche soir, PolOff a reçu un appel téléphonique venant d'un conseiller de Kpatcha, affirmant que les forces militaires avaient pris d'assaut la maison de Kpatcha et tiraient des coups de feu. Il a dit que les intrus étaient entrés dans la maison et avaient cassé les portes à la recherche de Kpatcha. Les officiels de l'Ambassade ont appris plus tard que les forces étaient dirigées par le colonel Kadangha, chef de la FIR, (Unité d'intervention rapide) et beau-frère de Faure et Kpatcha. Un autre demi-frère de Faure Gnassingbé, Rock, est intervenu à un certain point dans la nuit et a sorti Kpatcha en toute sécurité hors de la maison. Kpatcha est retourné à son domicile en milieu de matinée, mais il y a des informations non confirmées selon lesquelles il serait conduit dans un lieu tenu secret. Kpatcha Gnassingbé a appelé l'Ambassadrice à environ 10h45 ce matin pour annoncer que "ils" avaient essayé de l'assassiner, mais a dit qu'il était indemne. Il a dit qu'il parlé à son frère, le président, et qu'ils se rencontreraient cet après-midi. Pour nous convaincre que ce fut réellement une tentative de coup d'Etat, quatre membres de l'armée ont été arrêtés, dont un Capitaine Gnassingbé, un cousin de la famille.

L'ancien président Kérékou du Bénin est arrivé à Lomé, ce matin, nous supposons pour faire la médiation, et selon la rumeur le Président du Burkina Faso Blaise Compaoré pourrait arriver cet après-midi pour l'aider.

Commentaire.

Clairement le GOT (Gouvernement du Togo) était au courant de rumeurs de coup d'Etat qui circulaient à Lomé depuis plusieurs semaines. Les fonctionnaires de l'ambassade ont rencontré le ministre de la Sécurité et le directeur de l'Agence de renseignement togolais, ANR, pendant le week-end ; les deux ont confirmé qu'ils étaient déjà au courant de ces rumeurs. Il est possible que Kpatcha se doutait de ce qui allait arriver, car il a envoyé sa famille loin de son maison le 11 avril. Alors qu'il est encore possible que les putschistes puissent se regrouper, pour le moment, il est plus probable que la famille Gnassingbé va trouver un moyen pour temporairement effacer leurs différents. **Fin Commentaire.**

HAWKINS

2009-04-15 le point sur la situation de sécurité auTogo : commentaire sur la réaction de l'UFC sur l'arrestation de Kpatcha Gnassingbé

<http://www.wikileaks.org/cable/2009/04/09LOME126.html>

Résumé

Le député et demi-frère du président Faure, Kpatcha Gnassingbé, reste en garde à vue après avoir été arrêté à l'entrée de l'ambassade américaine dans la matinée du Mercredi 15 avril (réf A). L'agence de renseignement togolaise, l'ANR, est actuellement en possession d'une importante cache d'armes prétendument retirée de la résidence de Kpatcha. Le procureur de l'état a émis plusieurs communiqués abordant la situation et a rendu public les termes du mandat d'arrêt. La question de son immunité parlementaire est déjà largement discutée, la presse locale et la presse internationale ont maintenu un flux régulier d'articles sur l'incident d'hier. **Fin de résumé**

ARSO a rencontré le commandant Massina, directeur de l'ANR, en fin d'après midi le 15 avril au siège de l'ANR. Massina a déclaré que Kpatcha y était détenu. Massina a ensuite montré à ARSO une importante cache d'armes qui selon lui a été saisie dans la maison de Kpatcha. Selon l'estimation d'ARSO, la cache comprend différents types de fusils de haut calibre, pistolets, pistolets-mitrailleurs et divers types d'armes de poing. Des uniformes de police et de militaire ont été trouvés avec les armes. Massina a également indiqué que Kpatcha avait donné 1 million de dollars à un capitaine de l'armée togolaise pour recruter des co-conspirateurs.

Le procureur de la République, Robert Bakai, a déclaré dans un communiqué le 13 avril que ce qui s'est passé à la résidence de Kpatcha le 12 au 13 avril a été une réaction aux éléments de preuve attestant qu'un coup d'état était imminent. Fait intéressant, la déclaration fait état du fait que la force de gendarmerie s'était rendue à la résidence de Kpatcha pour le questionner et que des coups de fusils ont été tirés (elle n'indique pas qui a tiré le premier ; plus tard des témoins oculaires ont affirmé que l'unité d'intervention rapide (FI) a chargé la résidence). Le mandat d'arrêt de Kpatcha était daté du 14 Avril et signé par un juge d'investigation ; les charges sont 1) tentative d'atteinte à la sureté de l'état et 2) recrutement de criminels en vertu des articles 4, 187, 229, 230 et 232 du Code pénal togolais. Bakai a émis un second communiqué le 15Avril informant le public que le gouvernement du Togo avait des preuves que Kpatcha était impliqué dans une atteinte contre la sureté de l'état et a encore référencé les charges contre lui.

Le bureau de l'Assemblée Nationale a émis le 16 Avril une déclaration qui n'aborde pas le problème de l'immunité parlementaire. Il référence les charges portées par le procureur de la république et reconnaît la gravité du crime. Le communiqué signé par le Président de l'Assemblée Nationale, Abass Bonfoh, dit que le bureau apportera son support aux autorités judiciaires dans le processus et a demandé aux parlementaires et à la population de rester calmes et patients durant l'enquête sur cette affaire.

L'Union des Forces de Changement (UFC), le plus grand parti d'opposition, a publié une étonnante condamnation énergique des actions de Gouvernement Togolais (GOT) contre Kpatcha. (Commentaire: L'UFC condamne avec force toutes les mesures prises par le GOT ou le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), donc cette position ne doit pas être interprétée comme un soutien à Kpatcha. Fin de commentaire.) Le communiqué, publié le 14 avril et signé par Patrick Lawson, le premier vice-président, souligne qu'il est illégal que les forces de sécurité aillent interroger un suspect dans sa maison à 22h00. En outre, le communiqué stipule que même si l'interrogatoire est nécessaire, elle ne doit jamais être effectuée par des militaires, encore moins la FIR. Lawson, lui-même député à l'Assemblée Nationale, note que Kpatcha a une immunité parlementaire et que l'Assemblée Nationale n'a jamais reçu une demande de levée. Il accuse le RPT de continuer à impliquer l'armée dans les débats politiques. L'UFC demande que l'Assemblée Nationale commence un débat dans la session courante sur les questions d'impunité et de respect de l'immunité parlementaire, interroge l'armée sur les événements des 12 et 13 Avril, et mette en place une commission pour investiguer sur cette opération militaire.

La presse locale et internationale ont couvert largement l'attaque sur la résidence de Kpatcha et sa tentative de se réfugier à l'ambassade. Les journaux locaux (sauf la presse pro-RPT Togo Presse) ont montré de nombreuses photos de la maison détruite de Kpatcha. Les journaux français et anglais ont publié la déclaration officielle de l'ambassade, et seulement quelques-uns ont utilisé le mot « asile »; la plupart ont correctement en utilisé le mot « refuge ». Les informations indiquant sa présence sur le sol de l'ambassade ont été assez ambiguës.

Commentaire.

La découverte d'uniformes de police indique un niveau supérieur de la planification qu'on ne le croyait initialement. Les officiels de l'Ambassade (EmbOffs) pensaient qu'il était peu probable que les putschistes soient en mesure de coordonner les arrestations de dix personnes différentes à différents lieux, comme le prévoyait le plan, mais avec des personnes imitant la police dans la mêlée cela aurait pu créer le chaos. L'information selon laquelle Kpatcha a payé une telle somme pour recruter des co-conspirateurs soulève de nouveau la question de son implication dans le trafic de drogue, car il est difficile d'imaginer une autre manière dont il a pu se procurer une telle somme.

Le gouvernement du Togo fait tous les efforts pour suivre la loi à la lettre dans cette situation, et l'Ambassadrice a reçu l'assurance personnelle du Premier Ministre que les prisonniers seraient traités équitablement et humainement. Le GOT a aussi annoncé que le représentant du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme sera autorisé à avoir de fréquents accès pour vérifier les conditions des prisonniers. La question de l'immunité parlementaire de Kpatcha demeure, mais l'ambassade a jusqu'à présent été satisfaite de la légalité des actions du gouvernement togolais. **Fin de commentaire.**

HAWKINS

2009-01-14 Hawkins demande à Faure de faire arrêter le député Minsoabe Barnabo pour trafic de drogue et questionne sur l'implication de membre de la famille Gnassingbé ; Faure reconnaît l'implication d'un frère qu'il ne nomme pas

<http://www.wikileaks.org/cable/2009/01/09LOME14.html>

Résumé

Le président Faure a demandé une réunion avec l'ambassadrice Hawkins pour discuter sur le trafic croissant de drogue au Togo, spécialement une organisation de trafic de drogue (DTO) arrêtée à Lomé. Il a discuté franchement et en toute connaissance des détails de cette affaire, le besoin d'une coopération croissante entre le Togo et les Etats-Unis, et les difficultés pour traiter ce problème. L'ambassadrice a insisté sur le besoin de prendre une position ferme sur les problèmes de drogue et a informé le président de l'engagement des Etats-Unis pour continuer son assistance au Togo. Même si Faure semble vouloir aller de l'avant, seul le temps dira s'il est vraiment capable de prendre les mesures. **Fin de résumé**

Le président a commencé la conversation en disant à l'ambassadrice qu'il avait demandé la réunion initialement à cause du manque d'action concernant l'extradition de Jorge Solano-Cortez. Il a exprimé sa satisfaction en apprenant que l'extradition aurait lieu le lendemain. L'ambassadrice Hawkins a expliqué que c'est la lenteur du procureur togolais (qui préparait son propre dossier) qui a causé ce délai. Le président Faure s'est enquis aussi de l'extradition de Willem Zadieh, le meneur du groupe. L'ambassadrice Hawkins a expliqué que les Etats-Unis n'avaient pas de mandat d'arrêt contre lui mais qu'ils en étudiaient la possibilité.

L'ambassadrice Hawkins a souligné l'importance de prendre publiquement position contre le trafic de drogue, en se référant spécifiquement au fait que le député togolais Minsoabe Barnabo soupçonné d'être le principal facilitateur togolais du DTO, doit encore être arrêté du fait de son immunité parlementaire. (Note : il a été déterminé par la suite que Barnabo n'était pas au Togo mais en France pour des raisons médicales. Fin de note). Elle a indiqué que les gens penseront que le président Faure n'a pas la volonté de combattre le trafic de drogue s'il laisse Barnabo libre. Faure l'a assuré que la volonté est présente et a vaguement décrit les prochaines étapes pour arrêter le député.

L'ambassadrice s'est enquis des dispositions spécifiques du Code Pénal togolais qui stipulent qu'il n'y a pas d'immunité pour les parlementaires qui ont commis de graves crimes comme le meurtre ou le trafic de drogue ; le Président Faure a promis d'examiner cela.

Le Président Faure a exprimé son intérêt pour une coopération continue entre le gouvernement togolais et le gouvernement américain. Il a indiqué que le système judiciaire togolais n'était pas capable de prendre en charge des cas de cette importance. Les luttes internes entre les différentes forces de sécurité – gendarmerie, police et service de renseignement ne permettent pas d'obtenir des informations fiables. Faure a exprimé le besoin de plus de formation non seulement sur les problèmes de sécurité intérieure mais aussi sur des formations spécifiques notamment sur la drogue. Il était heureux d'apprendre que la venue au Togo d'une équipe d'évaluation était planifiée pour évaluer les enjeux de la lutte antidrogue à travers le système entier de justice criminelle. Le président a ensuite exprimé son intention de demander à l'ANR (Agence Nationale de Renseignement) de partager avec les autorités américaines les noms des personnes suspectées de trafic de drogue et de mettre en place une base de données criminelle.

Le Président a montré la profondeur de sa compréhension des problèmes quand il a discuté des possibles solutions. Il a noté qu'il n'y a pas de volonté politique au Togo ou en Afrique de l'Ouest en général de combattre le trafic de drogue. Quand il a été questionné sur la participation de sa famille dans le trafic, il a dit avoir parlé à son frère (il n'a pas précisé quel frère) et n'avait pas l'intention de soutenir des activités illégales, quelque soit celui qui y est impliqué. Le Président Faure a aussi indiqué que l'argent de la drogue pourrait influencer le processus électoral au Togo, ce qui pourrait déstabiliser encore plus un pays déjà faible. Il a dit que les pays africains ne coopèrent pas autant entre eux sur les problèmes de drogue qu'ils le font avec les Etats-Unis. L'ambassadrice a indiqué que puisqu'il est quasi impossible d'arrêter complètement le trafic de drogue, la meilleure stratégie est de rendre plus difficile pour les trafiquants d'opérer.

Commentaire

Le Président Faure a passé environ 45 minutes avec uniquement l'ambassadrice et PolOff ; il n'y avait aucun conseiller présent dans la réunion. Il était communicatif et a fait des commentaires avisés sur les conséquences possibles de l'expansion du trafic de drogue au Togo. L'ambassadrice Hawkins a été franche avec le président à propos de la nécessité qu'il soit considéré comme un partenaire fiable dans la lutte contre le crime et la corruption. Cependant, bien que Faure ait exprimé à de nombreuses occasions qu'il souhaite réprimer le trafic de drogue, l'ambassade attend toujours de voir des actions concrètes (comme l'arrestation du député Barnanbo) qui supportent ses paroles. **Fin de commentaire.**

HAWKINS